

Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire

31 mars 2009

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Cabinet du Premier ministre
80 Rue Wellington
Ottawa, ON
K1A 0A2

*a/s Canadian
Foodgrains Bank, P.O.
Box 767, Winnipeg, MB
R3C 2L4*

Monsieur le Premier ministre,

*Organisation
catholique
canadienne pour le
Développement et la
Paix*

Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire aimerait féliciter à nouveau le gouvernement canadien d'avoir rapidement répondu aux besoins immédiats des populations les plus touchées par la flambée des prix des denrées alimentaires dans le monde. En avril 2008, il s'est engagé à verser 50 millions supplémentaires à son programme d'aide alimentaire et à délier la totalité de l'aide alimentaire canadienne. Ce sont là des démarches très positives pour répondre aux besoins immédiats des personnes qui sont victimes de la crise alimentaire.

*Conseil canadien pour
la coopération
internationale*

*Banque canadienne
de grains*

Toutefois, des événements récents, y compris l'éclosion de la crise économique mondiale, ont démontré à quel point il est urgent que le gouvernement canadien, en s'appuyant sur son travail de qualité dans ce domaine, s'attaque aux causes fondamentales de la crise alimentaire mondiale d'une manière plus globale. Nous exhortons donc votre gouvernement à respecter son engagement de se donner une stratégie pangouvernementale pour faire face à la crise alimentaire mondiale, aussi bien à moyen terme que à long terme, basée sur le principe fondamental que l'accès à une alimentation saine et nutritive est un droit humain essentiel pour tous les hommes, les femmes et les enfants.

CARE Canada

*CHF – partners in
rural development*

ETC Group

*Radios Rurales
Internationales*

*Sécurité Alimentaire
Canada*

Inter Pares

*Comité central
Mennonite - Canada*

Plan Canada

*Église Unie du
Canada*

Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire est une coalition d'organisations de développement et de groupes d'agriculteurs canadiens qui font la promotion d'approches en matière de développement et de commerce international qui contribuent à protéger et à améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire/nutritionnelle des hommes, des femmes et des enfants dans les pays en développement. Nous pensons que le Canada a le devoir d'appuyer la concrétisation progressive du droit à l'alimentation, aussi bien au pays qu'à l'étranger. Nous pensons aussi que de nombreux Canadiens sont profondément préoccupés par l'insécurité alimentaire et la pauvreté mondiales.

*UPA Développement
international*

USC Canada

*Vision Mondiale
Canada*

En 2008, la flambée des prix des denrées alimentaires a causé de dures souffrances et créé des tensions sociales dans de nombreux pays. En plus de la crise alimentaire, les pays en développement sont maintenant gravement touchés par la crise alimentaire mondiale. Les ralentissements de l'économie des pays développés ont rapidement fait chuter la demande de produits manufacturés (dont beaucoup proviennent d'usines du Sud) et

Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire est une coalition d'organisations canadiennes de développement international et de la société civile qui fait la promotion de politiques et d'actions qui contribuent à protéger et améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en développement, en s'appuyant sur des décennies de travail dans ce domaine en collaboration avec des partenaires des pays en développement.

fait diminuer les transferts financiers des migrants (des travailleurs originaires du Sud qui travaillent au Nord). Un rapport récent publié par la Banque Mondiale (*Swimming Against the Tide*, 8 mars 2009) a souligné que « la baisse des salaires et de l'emploi empêche les ménages de se nourrir de façon adéquate et de répondre à leurs besoins de base, surtout parce que leurs capacités de résistance ont été largement affaiblies par les crises alimentaire et pétrolière de 2008 ». On estime que pour la seule année 2009, 46 millions de personnes de plus risquent de se retrouver dans une situation d'extrême pauvreté.

En 2008, le gouvernement a manifesté sa volonté de s'engager à réduire l'insécurité alimentaire mondiale grâce à la création d'un groupe de travail intergouvernemental dont le mandat serait de définir les priorités d'action du Canada par rapport à cette question. Le ministre de la Coopération internationale s'est aussi engagé à « ...travailler avec la communauté des donateurs internationaux afin de trouver une approche à plus long terme pour l'aide alimentaire, y compris pour la question de la sécurité alimentaire » (avril 2008). À l'échelle internationale, lors du sommet du G8, le gouvernement canadien a signé une déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale dans laquelle les pays signataires exprimaient leurs profondes préoccupations au sujet de la flambée des prix des aliments dans le monde et s'engageaient à financer des programmes d'aide alimentaire, des interventions nutritionnelles, des initiatives de protection sociale et des mesures propres à accroître la production agricole.

Ces engagements ont été pris par le gouvernement dans le contexte de la nouvelle dynamique mise en place à la suite de l'adoption, par tous les partis, d'une résolution du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international en 2007. Cette résolution recommandait que « ...l'Agence canadienne de développement international (ACDI) désigne l'agriculture comme priorité sectorielle en utilisant les stratégies et les politiques axées sur la durabilité et l'éradication de la pauvreté et de la faim élaborées dans le document de politique de l'ACDI intitulé « L'agriculture au service du développement rural durable ». De plus, la « Loi concernant d'aide au développement officielle fournie à l'étranger », sanctionnée par le Parlement en 2008, oblige le gouvernement à faire de la réduction de la pauvreté, en accord avec les normes internationales en matière de droits de la personne, une priorité de ses programmes de développement à l'étranger.

Afin d'assurer le suivi de ces recommandations, le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire demande au gouvernement canadien d'enjoindre le groupe de travail intergouvernemental de terminer le plus rapidement possible son travail d'élaboration d'une stratégie globale pangouvernementale sur la sécurité alimentaire. Étant donné la complexité des solutions nécessaires, cette stratégie devrait accorder un rôle important à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), mais pas seulement à elle.

Tout particulièrement, le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire demande que cette stratégie :

1. Désigne l'agriculture et le développement comme priorité sectorielle pour l'ACDI.
2. Augmente la résilience des populations les plus touchées par les effets combinés de la crise économique, des changements climatiques et de la crise alimentaire pour qu'elles puissent s'adapter à la volatilité actuelle. En particulier, la nouvelle priorité de l'ACDI devrait être centrée sur l'appui aux agriculteurs et aux agricultrices pour les aider à renforcer durablement leurs moyens d'existence; à améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle; et à développer une capacité d'adaptation aux changements climatiques.
3. Renforce les droits et la participation des agricultrices dans le cadre de toutes les interventions appuyées.
4. Garantisse que le Canada continue à s'acquitter de ses obligations dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire.
5. Encourage le gouvernement canadien à poursuivre son engagement politique de participer à la réforme des institutions agroalimentaires multilatérales [Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme alimentaire mondial (PAM), Fonds international de développement agricole (FIDA), Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)] afin que celles-ci augmentent leur appui aux petits agriculteurs et au développement rural. Entre autres mesures spécifiques, le gouvernement

- pourrait encourager l'élargissement du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO afin d'harmoniser le travail de ces institutions.
6. Favorise l'établissement de règles commerciales et de mécanismes de financement permettant aux gouvernements des pays en développement d'appuyer l'agriculture durable et de protéger les petits agriculteurs et les consommateurs contre la volatilité des prix et le commerce inéquitable.

Nous exhortons le gouvernement canadien à jouer un rôle de premier plan sur ces questions à l'occasion de ces prochains événements : réunion des ministres de l'Agriculture du G8, réunion des ministres du développement du G8, Sommet des chefs d'État du G8 à La Maddalena en 2009. Cela préparerait le terrain pour que le Canada puisse faire de la sécurité alimentaire, du développement rural et de la concrétisation du droit à l'alimentation les priorités pour le prochain Sommet du G8 qui se tiendra à Huntsville, Ontario, en 2010.

Nous espérons vivement pouvoir continuer notre collaboration et notre dialogue sur ces questions.

Sincèrement,

Paul Hagerman, Coordinateur du Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire
au nom des organisations suivantes:

Organisation catholique canadienne pour le Développement et la Paix

Conseil canadien pour la coopération internationale

Banque canadienne de grains

CARE Canada

CHF – partners in rural development

ETC Group

Radios Rurales Internationales

Sécurité Alimentaire Canada

Inter Pares

Comité central Mennonite - Canada

Plan Canada

Église Unie du Canada

UPA Développement international

USC Canada

Vision Mondiale Canada

CC: Honorable Bev Oda, ministre de la Coopération internationale
Honorable Gerry Ritz, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Honorable Jim Flaherty, ministre des Finances
Honorable Lawrence Cannon, ministre des Affaires étrangères et du commerce international